

TRIBUNE

des services publics

FGTB CGSP

BELGIQUE - BELGIË

P.P. - P.B.

B386

DÉCEMBRE 2014

CHEMINOTS

COUP DE Foudre SOCIAL

70^e année - n°11 - Décembre 2014 (mensuel) dépôt CHARLEROIX | P402047 | retour: CGSP place Fontainas, 9/11 1000 Bruxelles

DOSSIER P. 4



ÉDITO

La division : un danger !
Une obligation : l'unité !
P. 3



LE MOT QUI PUE

Sauvage, vous avez
dit sauvage ?
P. 7



CHEMINOTS

MERCI
PLUS DE 120 000...
P. 9

**MOBILISATION EXCEPTIONNELLE !
NOUS ÉTIENS PRÈS DE 150 000 !**

Ce jeudi 6 novembre 2014 restera à jamais marqué dans notre histoire sociale.
Près de 150 000 manifestants ont défilé sur Bruxelles pour dénoncer la politique du gouvernement Michel,
la plus antisociale que nous ayons connue depuis 1945 !

La cible, c'est nous !



Crédits photographiques de cette Tribune :
PPICS Banque d'images – Lillo Augello – Salim Hellalet Photography – CGSP wallonne

La division : un danger ! Une obligation : l'unité !

Le gouvernement des droites n'a même pas essayé de critiquer le comptage, c'est un signe. Cette première mobilisation massive a vraiment été une réussite. Des incidents ont bien eu lieu en fin de parcours. Ces débordements, aussi inacceptables soient-ils quand ils atteignent aux personnes, ne peuvent masquer le message que plus de 120 000 personnes ont martelé : NON à ces mesures qui touchent uniquement les travailleurs ; NON à ce gouvernement !

Il faut remonter à 1986 pour une mobilisation de cette importance et c'était déjà un gouvernement de droite. Un De Croo était déjà au gouvernement et le père de l'amer Michel présidait le PRL. Ce 6 novembre, de nombreuses personnes manifestaient pour la première fois de leur vie et tous les travailleurs étaient présents : ceux qui ont un emploi et qui craignent de le perdre, ceux qui ne veulent pas travailler plus longtemps et ceux qui, désespérément, en cherchent depuis des mois, voire des années.

En face, le gouvernement des droites fourbit ses stratégies classiques stigmatisant la violence, comme si elle était le fait de l'ensemble des manifestants et refusant de voir ce que leurs comportements et leurs décisions portent de violences sociales au monde du travail. L'autre stratégie est de monter les travailleurs les uns contre les autres. On brosse dans le sens du poil les indépendants (même si les mesures vont les toucher aussi). Ils font croire aux travailleurs que tout est de la faute des étrangers et, quand ce ne

sont pas les étrangers qui sont stigmatisés, ce sont les chômeurs, ces fainéants, qui mettent à mal la sécurité sociale !

Nous devons combattre ces discours ! D'abord et avant tout parce qu'ils sont faux mais aussi parce qu'ils ne visent qu'à diviser la réaction du monde du travail face aux attaques. **Il y a une alternative, c'est l'unité !** Les travailleurs immigrés ne volent rien aux Belges (ils apportent même des richesses), ce sont les entrepreneurs qui y font appel qui spolient les travailleurs. Et les chômeurs sont face à un manque d'emplois aggravé par la politique économique désastreuse menée par les pays de l'Union européenne dont la Belgique.

Dans les prochaines semaines, dans les prochains mois, tous les responsables syndicaux doivent tout faire pour veiller à la réussite de notre mouvement et donc à l'unité des travailleurs. C'est la condition indispensable pour réussir notre combat et empêcher le démantèlement de la sécurité sociale et des services publics.

Travailleurs, travailleuses, chômeuses et chômeurs, immigré(e)s, l'unité est notre salut ; la division notre perte. Tous et toutes ensemble contre ce gouvernement des droites !

Toutes et tous ensemble contre les mesures antisociales d'où qu'elles viennent de ce gouvernement ou d'un autre !



LE COUP DE FO

Un coup de gueule par Marc Sinnaeve,

Chargé de cours en Presse et information à l'IHECS

On la voit, on l'entend, on la sent monter. Non, pas la « grogne sociale » ! Cette métaphore est omniprésente dans les titres de presse ou dans les lancements de sujets radio ou télé ; elle relègue la protestation sociale au rang de l'irrationnel ou de l'agressivité animaliers.

On n'est pas des bêtes, en vérité. Idem pour les grèves dites « sauvages », c'est-à-dire déclenchées sans préavis.

Qualifie-t-on de sauvage, à propos d'un mode de décision pourtant comparable, la décision de faire passer l'âge légal de la pension à 67 ans, alors qu'aucun des programmes des partis néo-gouvernementaux n'en affichait le projet ? Non.

Qualifie-t-on de sauvage la présence, dans l'accord de gouvernement, d'une série de mesures en matière de salaire, de durée du travail, d'emploi, de sécurité sociale qui, depuis 70 ans, relèvent des prérogatives de la négociation entre interlocuteurs sociaux ? Non.

Depuis la fin des années 1980, certes, on note une intervention accrue de l'acteur étatique dans la concertation. Mais, jusqu'ici, le gouvernement avait pour ainsi dire toujours situé son action en aval de la dynamique des pourparlers entre employeurs et syndicats : après constat d'un blocage de la négociation, ou pour en « huiler », financièrement, les rouages. Rien de tel, cette fois. L'exécutif fédéral décide avant même le début du dialogue social, à la place des acteurs patronaux et syndicaux... Et il les invite, pour la forme, à

discuter après coup, sur base de son propre agenda, comme on invitait, jadis, au château les métayers méritants et leurs épouses à venir prendre le thé, le dimanche après-midi.

Pareille démarche transpire la suffisance, et son contenu représente une attaque en règle des fondements, déjà ébranlés, de la cohésion sociale. Mais, en outre, donc, elle constitue une transgression inédite du pacte social de 1944, dont l'esprit et les conventions ont fait de la Belgique un modèle de pacification sociale.

Les jugements borgnes

Le gouvernement actuel, c'est-à-dire, aux yeux de la loi, le garant lui-même du système de relations collectives du travail, s'autorise, par son action, un décadrage total de la concertation sociale, une rupture d'une ampleur inédite des règles de celles-ci. Il devient alors difficile, voire intellectuellement aléatoire, de dénoncer une rupture « sauvage » des règles du droit de grève. De même, il peut paraître borgne ou, à tout le moins, partisan de condamner le manque d'encadrement, l'irrespect ou l'anarchie des mouvements de riposte initiaux d'une partie de la base syndicale. Et aussi regrettables ou condamnables soient-ils, les débordements physiquement violents de la fin de la manifestation nationale du 6 novembre étaient prévisibles, faute d'être légitimes. Ils sont l'expression d'une contre-violence face à une « violence structurelle » inouïe et première de la part de l'autorité publique fédérale, exercée contre les travailleurs, les allocataires sociaux, les classes populaires, les classes moyennes.

Ce dont il s'agit dans les rues et sur les rails bloqués n'est pas question d'humeur, fût-elle mauvaise, de jacquerie médiévale ou de manipulation politique extrémiste. Il y a opposition. Il



ORDRE SOCIAL

Il y a contestation. Il y a colère. Il y a révolte. Elles sont non pas spontanées ou émotionnelles, mais réfléchies, nourries. Par l'injustice, patente. Par le caractère idéologique transparent de la gouvernance économique de l'équipe Michel. Par l'obstination de la nouvelle majorité de conduire à son tour, en Belgique, une politique radicale de compétitivité salariale et de réformes structurelles du marché de l'emploi. Par la détérioration du bien commun, du service public, de la santé, du travail, de l'emploi, du bien-être, de la culture, des associations et des organisations intermédiaires elles-mêmes. Par le démantèlement accéléré de l'État social qu'elle signifie. Par la mise en terre de la société. Ceci se déroule, il est important de le souligner, au moment même où tout le monde en Europe et en dehors, de la Banque centrale à la Maison Blanche, du FMI au G20, des économistes hétérodoxes aux orthodoxes eux-mêmes, où tout le monde, donc, à part peut-être Madame Merkel (comme l'aurait dit le chanteur Renaud), admet que la gouvernance budgétaire européenne et les politiques compétitives de l'offre, menées conjointement dans la zone euro depuis 2010, ont étouffé la demande, déprimé les marchés intérieurs, enlisé les économies, appauvri les populations et augmenté les inégalités. Tout en renforçant le régime de financiarisation de l'économie, peut-on ajouter : six ans après le krach bancaire, les marchés financiers demeurent l'institution centrale du système économique mondial.

”
**Les syndicats sont porteurs
d'un élan de mobilisation,
mais également d'un
volant de propositions
alternatives façon « Tapas »
(comprendre *There are
plenty of alternatives*)**
“

Un moment de haut voltage

Alors, oui, on le comprend et on le sent : il y a ébullition dans les esprits et le feu aux cœurs. On est dans ce que Christian Salmon, l'auteur de *Storytelling* et de *La cérémonie cannibale*, appelle des moments de « haut voltage », et Gilles Deleuze des « devenir révolutionnaires ». L'électrisation du corps social ne saurait, pour autant, être taxée d'irrationnelle, au motif qu'elle n'apporterait pas de solution. Le reproche, implicite, ne tient d'ailleurs pas : les syndicats sont porteurs d'un élan de mobilisation, mais également d'un volant de propositions alternatives façon « Tapas » (comprendre *There are plenty of alternatives*). La vieille Tina Thatcherienne (*There is no alternative*) a fait son temps : l'avenir de nos sociétés n'est pas voué à sa cuisine austéritaire, il se fortifierait, démocratiquement, rien qu'en consultant le menu varié de Tapas.

De ce point de vue, les coups de tonnerre qui résonnent libèrent des champs de possibles. Les coups de foudre qui s'abattent sur l'accord de gouvernement fédéral signifient le retour du « peuple absent ». Car, comme le rappelait le philosophe allemand Peter Sloterdijk, « *c'est leur colère synchrone contre l'arrogance sans bornes des puissants qui a appris aux petites gens qu'elles voulaient désormais être des citoyens* ». C'est le grand mérite du mouvement social à l'œuvre. Il est en train de déplacer le débat public de la scène médiatique du pouvoir vers la scène de la place publique. Il fait

entendre un autre langage que celui du pouvoir. Et c'est précisément lorsque l'on reprend le droit de nommer les choses autrement, d'abattre les clôtures discursives et les murs mentaux, que l'on crée les conditions d'un enrichissement du choix politique. Qui, lui-même, rend possible le changement social. C'est un enjeu de démocratie.

Arrêter de faire « comme si »

Car la vraie victoire du régime capitaliste, dans sa phase contemporaine, est de fonctionner à la manière de ce qu'Isabelle Stengers appelle un processus d'« *expropriation systématique de notre capacité de penser, ensemble, ce qui nous arrive* ». Le phénomène s'est accru et accéléré au fil du temps, en générant une sorte d'anesthésie mentale, en raison même de la « perte de temps » que supposent la pensée, la réflexion.

Certes, le niveau moyen d'éducation, d'information et de compréhension est devenu tel aujourd'hui que tous, peu ou prou, nous savons. On sait que le cours actuel des choses nous mène droit dans le mur. Économiquement, écologiquement, socialement, démocratiquement. On le sait. Et, pourtant, comme disait De Gaulle, on y va tout droit, parce qu'on doute d'être capable d'imprimer au futur un cours autre que celui de la certitude de la crise sans fin.

Le discours de « la crise », de ce point de vue, permet de gérer les populations, de mettre leurs réactions potentielles en couveuse. La « crise » du système des pensions de retraite doit faire accepter l'allongement de la durée de la carrière. La crise de l'emploi justifie le service obligatoire pour les chômeurs. La crise des finances publiques ne peut se résoudre que par l'austérité budgétaire à marche forcée. La crise n'est plus un moment décisif

où il faut choisir une voie pour s'en sortir ; elle est une mise en suspens infinie du débat, de la pluralité des chemins qui s'offrent à nous, elle est un état d'exception permanent. Ce n'est pas le monde qui va mal, c'est nous qui allons mal au monde.

On fait comme si on ne savait pas. Comme si « tout ça » était inévitable. Comme s'il était inévitable de faire payer la facture de la criminalité financière aux populations. Comme si on ne savait pas que la réduction drastique annoncée des moyens du service public, en Belgique comme en dehors, n'allait pas accroître, structurellement, la vulnérabilité au sein du corps social tout entier, ainsi que les manifestations de méfiance, de rejet, d'égoïsme, réel celui-ci, qui en sont les effets secondaires. Cet auto-aveuglement, alimenté par les multiples écrans qui nous distraient du réel, qui nous en détournent, fait de notre « vraie-fausse impuissance » le sentiment le plus largement partagé et le plus anxiogène qui soit.

En cela, la lutte sociale qui s'est engagée est une façon d'arrêter de « faire comme si ». De retrouver prise sur le présent. Et sur la présence. Car la crise que nous vivons est peut-être avant tout celle de la présence, de notre présence au monde, à nous-mêmes et aux autres. Ceux qui se sont lancés dans le mouvement social le savent, le sentent : dans l'action, on est connecté aux raisons de sa lutte ainsi qu'à celles des autres. Le coup de foudre n'est jamais loin.



Les cheminots, cœur de la résistance sociale

Que les cheminots, dès aujourd'hui comme demain, soient à la pointe du mouvement n'a rien à voir avec un quelconque corporatisme. De tout temps, les travailleurs du rail ont été au cœur de la résistance sociale, comme l'ont montré tant d'œuvres littéraires ou cinématographiques. Parce qu'ils sont l'incarnation et la conscience politisées (au sens le plus général du terme) du service public. Et parce qu'ils appartiennent à une entreprise-secteur économiquement stratégique, l'impact de leurs actions est sans commune mesure. Alors que les salariés syndiqués d'autres secteurs, bien que plus nombreux, éprouvent plus de peine à mobiliser et à agir avec la même force en raison de leur dispersion dans un très grand nombre d'activités et d'entreprises. Pour cette raison, bien que répondant à des considérations d'ordre économique, la filialisation de la SNCB, la privatisation ou la libéralisation des chemins de fer, l'introduction d'un service minimum sur le rail sont aussi autant de manières de tenter de fragmenter la puissance unitaire des cheminots.



Cet article est publié et mis à jour par l'auteur avec son aimable autorisation.

Sauvage, vous avez dit sauvage ?

Il a suffi de deux, trois grèves déclenchées par les cheminots et d'une action symbolique contre le siège du MR pour assister à un déferlement médiatique sans précédent, poussant même une chaîne de radio à se demander si la Belgique n'était pas proche d'un état insurrectionnel.

Et dans ce cadre, pas question de parler de grèves spontanées, ni émotionnelles ou d'une action symbolique ! Non, il s'agit tout de suite d'évoquer des actes sauvages, voire des comportements de hooligans, des excès et des débordements. Ainsi, à en croire son président, le siège du MR aurait été victime d'une mise à sac ! À quelles fins, ce vocabulaire martial est-il déployé ? Pourquoi cette assimilation quasi constante à l'agressivité animalière (pour rappel, n'importe quel mouvement social se voit vite caractérisé par l'expression « mouvement de grogne ») ? Pourquoi cette volonté évidente de travestir la situation sociale en grossissant les événements ?

Tentative de disqualification

Ce recours à l'exagération permanente par les classes dominantes et leurs chiens de garde, cet usage constant de l'hyperbole visent en tout premier lieu à disqualifier les représentants des travailleurs et des classes populaires ainsi que les tenants de toute alternative politique. Le seul choix restant serait celui que les élites nous offrent, un choix aux ordres de la déraison marchande. Accuser quelqu'un de sauvage (bientôt de barbare et de terroriste ?) revient obligatoirement et définitivement à disqualifier son combat ou ses idées et à en faire un vaincu potentiel.

Par ces exagérations, il s'agit aussi d'insinuer la peur parmi l'opinion publique, d'insinuer l'idée que la lutte ne servira de toute façon à rien et qu'il est hors de question de s'associer à ces « sauvages ». Pour les tenants de ce discours, il est en effet question d'enlever toute légitimité à la lutte, seul moyen de s'attaquer au statu quo et au maintien des privilèges

qu'ils s'arrogent et qu'ils ne céderont bien évidemment pas volontairement.

« Que les dominants aient intérêt à maintenir, voire à amplifier les conditions qui garantissent le maintien de leurs positions relève de l'évidence et on ne peut douter qu'ils soient prêts à mener une guerre totale (et qu'ils s'y préparent) contre ceux qui prétendraient remettre en cause leurs privilèges... et l'art des dominants consiste à faire en sorte qu'une fraction des dominés pensent avoir intérêt au maintien du statu quo »¹.

L'opresseur détermine la forme de la lutte

Par ces exagérations, il s'agit en somme de refiler aux opposants la patate chaude de la violence. Or, face à la virulence idéologique des propositions reprises dans l'accord de gouvernement, face au simulacre de concertation sociale élaboré par ce même gouvernement, face au démantèlement programmé des services publics, il est légitime de se demander où se situe la sauvagerie.

Cet accroissement programmé des inégalités, toutes ces mesures vexatoires d'un gouvernement au service exclusif des employeurs sont autant de facteurs de stress et de mal-être qui vont peser sur les travailleurs et les travailleuses. En outre, ils constituent des sources de violence et de pression qui causeront assurément des destructions plus que quelques escarmouches devant un siège de parti. Pourtant, pratiquement personne ne les qualifie de « sauvages ». Pratiquement personne ne désigne ce mépris et cette arrogance de « sauvages ». Or, dans ce cadre, il est



pertinent de rappeler que c'est toujours l'opresseur, non l'opprimé, qui détermine la forme de la lutte.

Retourner le stigmate

Face à cette volonté persistante de disqualification des tenants d'une alternative politique, il s'agit de tenir bon, de refuser les termes du débat, de qualifier nous-mêmes les actes posés, voire, parfois, de retourner le stigmate (qui sont les sauvages ? Qui pratique la violence ?), car, pour les médias dominants, « il suffit de toujours éclairer les événements avec la même perspective et on habitue son public à ne plus valider que celle-là. »²

Pour contrer cette hégémonie, cette influence culturelle qui induit un consentement passif, la lucidité et la vigilance sont de mise, car les vampires ne supportent pas la lumière du soleil !

Sauvagement vôtre !

1. Jérôme Baschet, *Adieux au capitalisme, autonomie, société du bien-vivre et multiplicité des mondes*, Paris, La Découverte, 2014, p. 153.
2. Simon Tremblay-Pépin, *Illusions, petit manuel pour une critique des médias*, Montréal, Lux, 2014, p. 38.

Attaque gouvernementale contre la culture à Bruxelles

« Quand j'entends le mot culture, je sors mon flingue¹ ». Telle semble être la devise du gouvernement fédéral dominé par le MR et la N-VA au regard des énormes réductions de budgets qu'il entend imposer à des institutions culturelles et scientifiques de premier plan. C'est un coup d'arrêt qui est porté à la dynamique et au rayonnement culturel de Bruxelles, car avec 30 % d'économies imposées, les conséquences sur la programmation, les échanges, l'emploi seront considérables.

L'art et la culture ont toujours été considérés avec méfiance et mépris par l'extrême droite. Elle les considère comme un luxe futile, voire « dégénéré ». Pour cause, ce sont des composants essentiels des systèmes démocratiques car ils sont l'espace de la créativité ; qu'ils donnent à réfléchir et contribuent à développer l'esprit critique et la liberté de pensée. Sous prétexte de répartition des efforts budgétaires exigés par les politiques d'austérité, le gouvernement Michel s'attaque aux institutions fédérales actives dans les domaines de la politique scientifique et de la culture.

Scinder, diviser

L'accord de gouvernement annonçait déjà la suppression de BELSPO, le service public fédéral de la politique scientifique qui apportait un précieux soutien à dix établissements scientifiques fédéraux dont la majorité est installée à Bruxelles. C'est le cas des Musées royaux d'Art et d'Histoire, des Musées royaux des Beaux-arts, du Musée des Sciences naturelles, de l'Institut royal de météorologie ou de la Bibliothèque royale, pour ne citer qu'eux. En plus d'un soutien logistique et en personnel, BELSPO coordonnait des programmes de recherche en favorisant les échanges. En décidant de supprimer BELSPO, le gouvernement retire des moyens indispensables au bon fonctionnement de ces établissements, mais surtout, il les isole les uns des autres, il divise, il scinde contre toute logique de collaboration transversale ; contre la volonté des acteurs et contre et au mépris de toute concertation.

Vandalisme

On ne s'étonnera pas que ces gens qui prônent la division et la mise en concurrence des régions, le relativisme des mémoires, s'en prennent ensuite à la culture. C'est que les institutions culturelles fédérales que sont le Théâtre royal de la Monnaie, le Théâtre national, l'Orchestre national de Belgique, le Palais des Beaux-arts (BOZAR) ont une dimension symbolique importante en ce qu'ils représentent ce que la Belgique a pu initier et agréger dans le domaine artistique et ce par quoi elle brille toujours aujourd'hui sur le plan international. Ce saccage est bien le fait des nationalistes-identitaires de la N-VA dont l'objectif avoué reste la scission de la Belgique, mais il est commis avec la complicité du MR. Les propos du ministre Reynders qui annonçait pouvoir réduire



de moitié l'effort demandé aux institutions culturelles fédérales ne nous rassurent pas du tout. Tout d'abord parce qu'il évoque la piste d'autres sources de financement – privées s'entend – ce qui reviendrait à franchir un pas supplémentaire dans la voie de la privatisation de la culture ; d'autre part, parce qu'il s'est fait recadrer illico par la ministre N-VA de la politique scientifique, indiquant qui dirige en réalité ce gouvernement.

Les coupes budgétaires exigées dans ces institutions portent spécifiquement sur le personnel : de l'ordre de 2 % d'année en année ; les frais de fonctionnement 20 % et les investissements, 30 % dans le cas du Musée de l'Afrique centrale de Tervuren. Soit des pertes de moyens de 16 % à 30 % selon les cas, ce qui est considérable et remet en cause l'existence même de ces institutions.

C'est inacceptable pour les syndicalistes et démocrates bruxellois que nous sommes. L'art et la culture sont des domaines qui, même s'ils sont appréciés diversement, dépassent les clivages et participent à l'émancipation des citoyens. Ils nous rassemblent comme la solidarité et l'idéal de justice sociale. Ils nous offrent un élan vertical qui en tant qu'horizon commun nous unit. Une voie vers l'universel que nous défendons et qui s'oppose au racapitage national-séparatiste.

*Jean-Pierre Knaepenbergh
Secrétaire général de l'IRB-CGSP*

1. C'est à peu de choses près la traduction d'une réplique de la pièce *De Schlageter* écrite en 1933 par l'auteur pronaï Hansh Johst.



www.cgsp-acod-bru.be



MERCI PLUS DE 120 000...

Je tiens à vous remercier pour votre implication lors de la manifestation du 6 novembre 2014 et pour votre contribution à sa réussite.

Plus de 80 000 manifestants ont utilisé le train pour effectuer leur déplacement vers Bruxelles. Grâce aux cheminot(e)s responsables de la circulation des trains, tout s'est déroulé dans d'excellentes conditions de sécurité !

Nous étions également plusieurs centaines de cheminots(e)s présent(e)s dans le cortège et nous avons défilé dignement.

Dans le cadre de cette première journée du plan d'action en front commun syndical, je suis très fier de votre mobilisation.

Il faut continuer à se révolter et réussir les grèves tournantes ainsi que la grève générale du 15 décembre prochain !

Chers camarades, il ne faut pas se voiler la face. Nous devons dénoncer ce plan d'économie préconisé par le nouveau gouvernement. Trois milliards avec une clef de répartition de 47 % pour Infrabel et 53 % pour la SNCB !

Ces économies se feraient semble-t-il au détriment du personnel. Ce dernier est déjà malheureusement à un stade en dessous duquel un rôle de service public ne peut être assuré.

N'oublions jamais que nous étions 68 000 voici 30 ans et que nous sommes depuis quelques mois sous la barre des 34 000 travailleurs.

Chaque année, on dénombre 3 500 départs à la retraite pour 2 000 recrutements (1 200 SNCB – 800 Infrabel). De plus, il faut savoir qu'Infrabel a déjà décidé de bloquer ses contingents de recrutements pour 2015 !

À ce rythme, en 2019, nous aurons encore perdu 10 000 emplois...

Économies au niveau des investissements...

Oseront-ils s'attaquer aux 5 milliards impactés à la sécurisation du réseau ?

Oseront-ils supprimer, pour une économie de 4 milliards, la commande du nouveau matériel roulant ?

Dans ce cas, il faudra enregistrer une perte de capacité d'accueil de 70 000 places !

Tout cela sans oublier la suppression « annoncée » de lignes rurales.

« Jacqueline » préconise que les régions pallient aux disparitions de ces lignes par la mise en place de nouveaux itinéraires de bus.

Il faut savoir que cette alternative est rendue impossible suite au refus des « TEC » et de « DE LIJN ».

Que deviendra la mobilité de ces usagers délaissés ?

Camarades,

LE COMBAT NE FAIT QUE COMMENCER !

Intervention du 27 octobre 2014 à Bruxelles

Alors Service minimum, service garanti...

Ou... Remise en question du droit de grève ?

Les événements de ces derniers jours en disent long sur les intentions du gouvernement et du manque d'empathie du CEO de la SNCB envers les cheminot(e)s.

M. Cornu ne veut pas perdre la face suite à ses interventions intempestives. À lui seul, il aurait déjà mérité plusieurs grèves émotionnelles à cause de ses déclarations dans la presse en traitant les Cheminot(e)s comme il l'a fait.

De plus, il a manqué d'objectivité, de courage politique en faisant le choix de sanctionner les grévistes malgré les attaques, les agressions dont ils sont l'objet !

Mais voilà, les cheminot(e)s n'acceptent pas la décision de punir les agents et ils le feront savoir ! Nous le ferons de façon coordonnée et structurée ! Ils veulent en faire une affaire communautaire ! Les Cheminot(e)s, c'est une grande famille ! Ils sont solidaires et nous allons leur rappeler !

Alors Service « minimum » - Pour quoi faire ? Pour quelles raisons finalement ?

Mais d'abord, permettez-moi de vous livrer quelques réflexions au sujet de ce futur gouvernement dont le masque vient de tomber...

Dans leur propagande, les libéraux justifient le Service minimum, le Service garanti en faisant croire qu'ils défendent l'ensemble des travailleurs empêchés de se rendre à leur travail.

Foutaise, démagogie, mensonge, dogmatisme, hypocrisie mais surtout populisme !

La vérité, leur mobile, il faut les rechercher dans leurs programmes sociaux-économiques ? Cela fait partie intégrante de leur stratégie. Ils veulent casser les syndicats et empêcher les travailleurs de défendre leurs droits.

Il faut créer le rapport de force pour combattre cette austérité et ils le savent trop bien ! Nous ne les laissons pas faire !

Sans aucune prétention, la solidarité étant leur moteur, les Cheminot(e)s sont souvent considérés comme « la locomotive » lors des grandes grèves.

C'est cela qui dérange Charles Michel et ses collaborateurs !

Quand nous parlons de nos acquis sociaux, ils nous traitent de conservateurs et parlent du 21^e siècle... de modernité ! Si c'est ça la modernité, nous n'en avons manifestement pas la même conception.

Pour les ultralibéraux, la modernité c'est un retour au 19^e siècle ! À l'exploitation des travailleurs par les bourgeois, les patrons et les nantis.

Chers Camarades, de ce monde-là, nous n'en voulons pas !

Les Cheminot(e)s sont en réalité attaqués sur quatre fronts. Nous allons payer 4 fois la facture...

- Les attaques liées à la nouvelle structure et toutes les mesures internes en cours (les attaques contre 36h, le manque de recrutements, et les conditions de travail...).
- Les mesures générales :
 - le saut d'index et la modération salariale ;
 - l'augmentation des accises sur le tabac, le diesel...
 - les attaques contre les services publics ;
 - etc.

- Les mesures décidées par le gouvernement en matière de dotation publique et d'investissements (2,128 milliards voire plus), la remise en cause de l'emploi statutaire, les régimes préférentiels pour leurs pensions et le Service minimum.

- L'Europe et son 4^e paquet ferroviaire. Ils envisagent même de durcir les mesures en faveur de la libéralisation des Chemins de fer.

Il va sans dire que vu les mesures globales et les mesures propres à notre entreprise, nous serons mangés aux quatre sauces !

De mauvaise foi, des menteurs, des tricheurs... Bref, le retour des conservateurs du 19^e siècle !

Non, chers camarades, il ne s'agit pas que de nostalgie, car aujourd'hui, nous avons à faire à des ultralibéraux, des ultraconservateurs et même à des ultranationalistes ! Voilà de quoi est composé ce gouvernement de droite.

En réalité, il s'agit d'un cocktail ultra-explosif !

Aujourd'hui je me réjouis de cette mobilisation importante car elle fait figure d'indicateur pour la grande mobilisation des travailleurs qui est en marche.

Après le meeting de la FGTB du 13/09 et du congrès de la FGTB de la semaine dernière, il s'agit d'un signal fort sur les intentions des syndicats qui composent la FGTB.

Nous ne laisserons pas ces libéraux, nostalgiques d'un autre âge, ouvrir la boîte de Pandore !

Les Cheminot(e)s préviennent, d'ores et déjà, que grâce à leurs mesures d'austérité, à leurs extrémités, ils vont réveiller leurs pires démons.

S'ils veulent la lutte des classes et bien, ils l'auront !

Nous ne laisserons pas les femmes et les hommes se faire traiter comme du bétail au nom de leur dogmatisme, de leur pensée unique !

Ont-ils oublié que la Belgique a signé la convention 87 de l'OIT (Organisation internationale du Travail) et la Charte sociale européenne ?

Sommes-nous encore dans un État de droit ?

Le droit de grève est un « droit universel » qui fait partie intégrante des droits démocratiques et fondamentaux ?

Nous ne laisserons pas un gouvernement, quel qu'il soit mettre à mal l'une de nos valeurs fondamentales (acquise dans la lutte, la sueur et le sang).

Tout sera mis en œuvre pour combattre ce gouvernement ultralibéral et ce, pour les empêcher de remettre en question ce que des générations de travailleurs ont obtenu par leurs luttes ! Leurs sacrifices ! Et ce qui leur a permis de créer le rapport de force, à savoir, le droit de grève.

D'autant que, dois-je le rappeler, cette crise économique n'est pas la nôtre ! Elle a été provoquée, peut-être même orchestrée par les banques, le monde financier, les nantis et cette droite devenue bien trop arrogante et méprisante !

Ils s'en prennent aux travailleurs, donnent des leçons et exigent la rigueur et la précarité !

Ils veulent nous plumer, nous réduire à l'esclavage « moderne ».

Et bien nous résisterons par la lutte !

Mais pour que leur fête soit totale, ils veulent détruire les fondements même de l'action syndicale : « le droit de grève ». Dans leur euphorie, ces ultra-

libéraux ont fait alliance avec les loups pour atteindre leurs objectifs !

Toutes les mesures envisagées touchent directement les cheminot(e)s.

Nous allons donc préparer la riposte, mettre des stratégies en place (ne pas s'essouffler, coordonner nos actions) et mettre les moyens pour y parvenir.

Puisqu'ils ont décidé de déclarer la guerre aux travailleurs, sachez-le, notre action sera à la hauteur de leur agression. Ils veulent privilégier les riches, les patrons et les nantis alors, ils devront faire face aux gens de la rue, voire au peuple.

Au côté de la FGTB et la CGSP, le secteur Cheminot se battra « becs et ongles » pour défendre ce qui a fait toute son histoire sociale !

Chers camarades, il n'y aurait pas de grève s'il n'y avait pas d'attaques, des agressions aussi graves vis-à-vis des travailleurs.

C'est pour empêcher la résistance qu'ils mettent en place une stratégie en manipulant, en faisant une propagande honteuse digne d'une autre époque.

Leurs agissements sont ceux de pervers narcissiques prêts à tuer père et mère pour atteindre leurs objectifs.

Quant au dialogue social, bien qu'ils n'en aient que faire, ils s'en servent pour leur propagande !

Soyons clair, le Service minimum n'est pas réaliste mais consiste à affaiblir l'action syndicale. Ils, les libéraux, l'avaient exigé dans le cadre des discussions du gouvernement précédent.

À ce titre, le PS nous avait affirmé que pour l'éviter il fallait accepter la présence des libéraux à la Commission paritaire nationale. Alors, tromperie du MR ou grande naïveté de la part du PS ?

Aujourd'hui, moins d'un an après la mise en place de la nouvelle structure,

les ultralibéraux, les extrémistes et toutes les familles de conservateurs n'ont qu'un objectif : « casser les syndicats ! » Sans vouloir faire d'amalgame, les nazis avaient le même programme envers les communistes et les syndicalistes !

En novembre, l'Organisation internationale du Travail tiendra son Conseil d'administration et traitera du droit de grève.

Le monde entier est visé car sous la houlette de la Banque mondiale, d'aucuns espèrent anéantir un modèle social trop encombrant pour le monde financier et les nouveaux riches. Cela doit rester le diktat de l'argent, des nantis, des plus riches au détriment des pauvres et des plus faibles.

Nous ne laisserons pas faire, car nous sommes tous concernés par la **précarité** qu'ils veulent mettre en place en **frappant fort, très fort – Vite, très vite.**

Le Service minimum est une constante dans leur esprit et relève d'une obstination inquiétante voire d'une revanche du patronat, qu'ils représentent, contre le monde ouvrier !

En 2008, Inge Vervotte, alors ministre des Entreprises publiques autonomes (EPA), avait demandé une étude sur le Service minimum. Le constat s'est avéré très négatif (irréaliste) dans la mesure où il fallait, pour assurer un minimum de sécurité, que 65 % des Cheminots soient présents !

Elle a rapidement plaidé pour une autre solution en faisant en sorte de négocier un accord social sur les interruptions de travail.

C'est ce qui fût réalisé le 10 juin 2008 dans le cadre du protocole d'accord 2008-2010.

Cet accord était en quelque sorte un avenant à cet accord social et il était impossible de dissocier les deux sous peine de voir la législation prendre le dessus.

Cet accord social est d'ailleurs repris en annexe du fascicule 548.

Il devait permettre d'améliorer le dialogue social tout en mettant en avant de grands principes.

Il a été l'objet d'une évaluation en 2013 et d'adaptations qui ont, à tout le moins permis, de l'assouplir.

Tout d'abord, pour le préavis, il fallait un délai de 10 jours calendrier qui est, ensuite, devenu 8 jours ouvrables,

- le préavis doit émaner des instances nationales – signé par le Président ou son délégué. Il doit être envoyé par courrier recommandé ;
- la procédure prévoit, dans les 36 heures, que HR-Rail organise une conciliation ;
- et enfin, en cas d'échec, 48 heures avant, l'OS (Organisation syndicale) doit informer par écrit la direction sur ses intentions.

Au niveau local

La conciliation doit permettre d'éviter les conflits sociaux. Le rôle d'HR-Rail est capital.

Les actions sociales → actions émotionnelles

Ces actions émotionnelles sont directement liées à des agressions sur le personnel, des accidents ferroviaires (Buizingen...) mais aussi « **aux attitudes de la direction, des déclarations politiques jugées provocantes, agressives, inappropriées et disproportionnées** ».

C'est bien ce qui s'est passé avec les actions que nous avons qualifiées d'émotionnelles à La Louvière, Charleroi, Liège et Welkenraedt !

- Circonstances imprévisibles et imprévues
- Limitée dans la durée (permettre le retour des voyageurs)
- Limitée aux agents concernés du siège de travail

- Le dialogue n'a pas débuté
- La sécurité n'est pas compromise

La punition qu'ils veulent infliger « de manière unilatérale » est injuste et ne tient pas compte des attaques dont les Cheminot(e)s sont victimes. Nous ne laisserons pas faire.

Le travailleur doit-il être sanctionné dès lors qu'il n'y a jamais eu d'accord à ce sujet ? En cas de grève, la perte de salaire n'est-elle pas le prix à payer pour un arrêt de travail ? En revanche, il est tout à fait inacceptable de sanctionner l'agent en effectuant une seconde retenue sur le salaire assortie d'une punition administrative.

Lors de la renégociation de cet accord, nous avons insisté sur le fait que l'attitude de la direction doit être réprimandée pour que le principe soit équilibré et juste. Il ne suffit pas de stigmatiser les travailleurs sans jamais remettre en question le management qui prend souvent des mesures fort contestables.

L'accent a donc été mis sur **le dialogue** qui fait cruellement défaut dans cette entreprise. Le texte a été modifié, amélioré mais sans remettre cet aspect en avant. Nous le regrettons et voulons aussi le dénoncer car les Cheminot(e)s ont de bonnes raisons d'être mécontent(e)s.

Depuis 30 ans, leurs effectifs ont diminué de **30 000 unités** et pour ce faire, ils subissent des **restructurations, des réformes, des plans d'entreprises, etc.**

Des hordes de consultants sont venus s'engraisser sur leur compte.

On prétend que **l'emploi statutaire coûte trop cher**, or, nous savons aujourd'hui qu'un statutaire, à grade égal, coûte 15 % moins cher à l'entreprise.

Ce qu'ils veulent, c'est instaurer la précarité de l'emploi car le statut protège les Cheminots de l'arbitraire de ces nouveaux patrons sans scrupule !

Bien sûr que le droit de grève est un obstacle à leurs projets de société moderne. Le mot moderne à leurs yeux, signifie restructuration, réforme, etc.

Le Service minimum est un moyen pour nous affaiblir. Tout comme en Angleterre avec Thatcher.

Soyez bien conscients, chers Camarades, qu'ils veulent nous laisser choisir entre la peste et le choléra. Le protocole d'accord pourrait être l'un des artifices pour y parvenir.

Comme ce fut le cas en 2008, nous consulterons nos instances pour décider de la suite à y réserver. Mais cette fois, ils considèrent que si nous échouons dans le cadre du dialogue social, ils légiféreront à notre place.

Alors...

- Soit on accepte de se faire « Hara-kiri » mais nous ne sommes pas des Kamikazes... NOUS !
- Soit ils décident de nous achever au nom de la pensée unique !

Bref, ils parlent de dialogue social mais en réalité, il s'agit d'un odieux chantage ! Et puis, on réduira les dotations, les subsides avec toutes les conséquences en matière d'emploi !

Belle manière d'aboutir, dans les deux cas de figure, à leurs objectifs en instaurant ce qu'ils appellent le service garanti. Ils veulent, en finalité, couler le tout dans une loi pour mettre en vigueur « des sanctions pénales » à l'encontre des travailleurs. Leur modèle, c'est de sanctionner les travailleurs par des peines de justice !

Camarades, nous ne céderons pas au chantage de cette droite qui veut s'attaquer aux droits fondamentaux et au droit de grève !

C'est donc dans un esprit démocratique que nous déciderons mais nous ne nous laisserons pas séduire par le chant des sirènes. Battons-nous

ensemble avec la FGTB et la CGSP car tous le savent, les Cheminot(e)s sont « la locomotive » et c'est dans un esprit de grande solidarité que nous combattons aux côtés de tous les travailleurs de ce pays.

Cette proposition s'inspire d'ailleurs du modèle préconisé par les eurodéputés belges libéraux dans le cadre de la refonte du 1^{er} Paquet ferroviaire et plus récemment en ce qui concerne le 4^e Paquet ferroviaire.

Chers camarades, vous l'aurez compris, l'heure est grave, les prochains jours, semaines, et mois seront difficiles et si nous ne faisons rien, les prochaines années seront apocalyptiques !

Les attaques font froid dans le dos et sont terribles pour notre avenir, l'avenir de nos enfants.

En effet, une autre droite, une droite plus extrémiste essentiellement inspirée pour détruire le modèle social belge vient de se joindre à ce cortège !

Ce gouvernement est donc composé d'une droite ultraconservatrice et la N-VA avec des relents communautaires affichés.

Il va sans dire que cela ne présage rien de bon pour notre entreprise publique nationale ! À côté de cela, le modèle social belge fera pâle figure !

Allons-nous laisser ce gouvernement s'en prendre à l'héritage des générations de Belges qui se sont battus pour un monde meilleur, un monde plus juste ?

Chers camarades, nous n'attendrons pas le verdict, nous n'attendrons pas qu'il soit trop tard.

Nous ne céderons pas à la dictature impitoyable de l'argent et de ceux qui le détiennent – les riches, les banques et les nantis !

Nous avons décidé de ne pas baisser les bras, de nous battre et de riposter contre toutes ces attaques ! Nous le ferons dans la dignité mais avec force et rigueur.

Nous nous sommes déjà engagés dans une campagne de dissuasion et de mobilisation de grande envergure.

Nous poursuivrons dans cet esprit, en mettant en place la stratégie et tous les moyens nécessaires pour réussir.

Notre engagement en tant que militant devra être total et plus encore !

Nous voulons assurer un avenir à nos jeunes et à nos seniors.

Soyons clairs, La CGSP est **pour** un service public de qualité, un plan de transport adapté aux besoins des Cheminot(e)s et des usagers, de meilleurs investissements, des trains à l'heure, une plus grande sécurité et tous les autres moyens nécessaires pour relever les défis de la mobilité.

Bref, le secteur Cheminots, est **pour** un Service maximum et **contre** un Service minimum.

Mais comment fera Mme Galant avec une diminution de la dotation de 2 à

3 milliards d'ici 5 ans ? Supprimer des trains, des lignes, des emplois, augmenter les tarifs...

Poser la question, c'est déjà y répondre ! Alors raison de plus pour rester mobilisés !

Pour conclure, Camarades, surtout restons solidaires car cette solidarité sera nécessaire pour combattre l'oppression qu'ils nous ont concocté !

La solidarité, l'esprit de corps, en tant que Cheminot(e)s, c'est notre fierté – notre plus belle valeur !

Les travailleurs refusent le recul social que ce gouvernement de droite « extrême » veut leur faire subir. Ils refusent de retourner au 19^e siècle et à l'esclave moderne.

Chers Camarades, sachez-le, nous nous battons contre ces extrémistes, ces ultraconservateurs et à leurs dérivées ultralibérales ! Continuez à mobiliser, à convaincre les plus indécis afin que toutes et tous prennent conscience des enjeux.

Soyons clairs, l'heure est grave – préparez-vous à des actions de grande ampleur.

Chers Camarades, notre rapport de force sera déterminant pour nous, vous mener à la victoire !

« Ensemble nous sommes plus forts, ensemble nous vaincrons » !

*Serge Piteljon
Secrétaire général*

www.cheminots.be

Cheminots !

La CGSP vous invite chaleureusement à son
Drink du Nouvel An



Vendredi 9 janvier

dès **16h** à la Régionale rue de Serbie, 58 à 4000 Liège

Michel Abdissi, Président national accompagné du Secrétariat national
vous donneront un aperçu des perspectives pour 2015

Bienvenue à toutes et à tous !

L. Brock
Président

A. Maes et Th. Moers
Permanents

Les Organisations syndicales quittent la Commission paritaire nationale du mardi 28 octobre 2014

La séance débute par la **Déclaration de la CGSP Cheminots - ACOD Spoor**.

« Les Cheminots sont l'objet d'agressions simultanément sur quatre fronts » :

1) Comme citoyens

Le Gouvernement MR-CD&V-OPEN/VLD-N-VA prévoit :

- la remise en cause de l'indexation des salaires ;
- la modération salariale ;
- l'augmentation des taxes et accises ;
- la remise en cause des pensions et de la sécurité sociale ;

2) Ce même gouvernement :

- remet en cause l'emploi statutaire en modifiant la loi de 1991 pour les Entreprises publiques autonomes ;
- attaque le Statut du Cheminot ;
- organise l'asphyxie des Chemins de fer belges en réduisant les dotations de - 2,128 milliards voire plus endéans les 5 ans ;
- prévoit le recours au travail intérimaire ;
- dénie l'exercice du droit de grève avec la mise en place d'un Service minimum ;
- réfute le droit des Cheminots de bénéficier d'un système de pension adapté aux métiers du rail.

3) L'Europe

- Affiche sa volonté d'implémenter le

4^e Paquet ferroviaire en libéralisant la totalité de l'activité ferroviaire.

- Le gouvernement veut accélérer cette implémentation sans attendre !

4) Le CEO de la SNCB

Pour la troisième fois, Jo Cornu salit publiquement l'honneur des Cheminot(e)s et de l'entreprise au travers de déclarations insultantes dans la presse.

- Remet en cause les 36 heures prévues dans le Statut du personnel.
- Évoque la disparition du système de sécurité sociale de tous les Cheminot(e)s du groupe et de leur mutuelle - compétences d'HR-Rail.
- Envisage une réduction irréaliste de l'emploi ferroviaire.
- Annonce des suppressions importantes, en particulier, pour le personnel administratif.
- Prévoit la circulation des trains sans accompagnateurs.
- Refuse de considérer le caractère émotionnel des arrêts de travail de la semaine dernière. Il persiste dans sa volonté de punir les agents concernés alors qu'il reconnaît publiquement qu'il ne s'agissait pas de grèves sauvages. Il évoque des manipulations politiques... Tout cela n'est pas très sérieux !

Bien que nous relevions l'absence du CEO d'Infrabel à la CPN, nous dénonçons la volonté d'Infrabel de

recruter du personnel contractuel sans passer par HR-Rail et de geler les recrutements pour 2015.

Constatant l'attitude indigne d'un haut dirigeant de la SNCB, les Organisations syndicales considèrent que le dialogue social dans les Chemins de fer belges est gravement compromis par ses déclarations intolérables, irrespectueuses envers le personnel et nuisibles pour la réputation et l'image de l'entreprise.

On peut s'interroger du sort que la Société aurait réservé à un Cheminot(e)s qui aurait eu un tel comportement...

En conséquence, les Organisations syndicales suspendent leur participation à la concertation sociale tant dans les organes paritaires nationaux que régionaux.

Après les déclarations des autres Organisations syndicales, **le front commun syndical quitte la CPN et refuse d'entretenir un débat stérile et polémique !**

*Serge Piteljon
Secrétaire général*

*Chef de file de la délégation CGSP
Cheminots - ACOD Spoor*

Pour ne jamais oublier les atrocités perpétrées par les nazis ! Exposition sur le nazisme en Autriche entre 1938-1945

Les syndicats belges ont été cordialement invités à cette exposition par l'Eurodéputé autrichien Jörg Leichtfried, Vice-président du groupe S&D au Parlement européen et les Chemins de fer autrichiens -ÖBB Holding AG.

La CGSP-ACOD Cheminots-Spoor y était représentée par une délégation de quatre personnes.

Évidemment, cette invitation n'a aucun lien avec les événements qui ont émaillé l'actualité en Belgique

mais doit nous interpeller.

En réalité, il s'agissait d'une exposition sur le nazisme en Autriche et, plus particulièrement, des trains en partance de Belgique pour transporter des prisonniers vers les camps de la

mort. Il s'agissait essentiellement de juifs mais pas seulement...

En effet, en parcourant cette exposition, nous avons pu constater que de nombreux syndicalistes et communistes figuraient sur les listes des victimes arrêtées par les nazis. D'aucuns diront que cette atroce tragédie de l'histoire n'a rien de comparable avec ce qui se passe dans de nombreux pays européens aujourd'hui. Le peuple allemand en était également convaincu...

Pourtant, nous nous devons de rappeler que l'holocauste a été orchestré par

un homme « démocratiquement » élu, à savoir le chancelier Adolf Hitler.

Il est donc important de se souvenir et de rappeler régulièrement aux jeunes que la démocratie peut devenir fragile quand des nationalistes ou des politiciens d'extrême droite sont au pouvoir.

Il importe aussi de rappeler combien les syndicalistes œuvrent pour la paix dans le monde et la défense des plus faibles et ce, pour que le monde devienne meilleur.

Comme cela a été souligné lors du vernissage de cette exposition, les Che-

minots, durant ce sombre épisode de l'histoire de l'humanité, ont payé un lourd tribut car leur participation à la résistance était de loin supérieure à la moyenne de la population. Certains devraient ne jamais l'oublier !

Il est plus que jamais indispensable de rappeler que les nazis ont massacré des millions d'hommes, de femmes et d'enfants - des juifs - des tziganes - des résistants - des communistes et des syndicalistes au nom de leur idéologie !

En mémoire à toutes ces victimes innocentes.

Le bureau national



Rue de Pont-à-Lesse à 5500 Dinant - reservation@casteldepontalesse.be - 082 22 28 44 - www.casteldepontalesse.be

TRIBUNE

SOMMAIRE

Infos GÉNÉRALES

- 2 / Actualités
- 3 / Édito • La division : un danger ! Une obligation : l'unité !
- 4 / Dossier • Le coup de foudre social
- 7 / Le mot qui pue • Sauvage, vous avez dit sauvage ?
- 8 / IRB • Attaque gouvernementale contre la culture à Bruxelles

Infos CHEMINOTS

- 9 / Édito • MERCI - PLUS DE 120 000...
- 10 / Intervention du 27 octobre 2014 à Bruxelles
- 14 / Invitation – Drink du Nouvel An
- 15 / Les Organisations syndicales quittent la Commission paritaire nationale du mardi 28 octobre 2014
- / Pour ne jamais oublier les atrocités perpétrées par les nazis ! Exposition sur le nazisme en Autriche entre 1938-1945

www.cgspwallonne.be

www.cheminots.be



Membre de l'Union des Éditeurs de la Presse Périodique

Mensuel de la Centrale générale des services publics (CGSP) de la FGTPB

Éditeur responsable : Gilbert Lieben - Place Fontaines, 9/11 - 1000 Bruxelles - tél. 02 508 58 11